

## Edito | Quand Aqui.fr est écarté de visite présidentielle dans le Sarladais...

**Notre série des Estivales fait une pause ce 3 août pour cause d'une autre Estivale, celle du président de la République en Dordogne dont Claude-Hélène Yvard, journaliste de la rédaction d'aqui.fr n'a pu rendre compte. Elle en a, en effet, été empêchée, n'ayant pu obtenir l'accréditation nécessaire pour suivre la visite de François Hollande dans le Sarladais où il s'est rendu en compagnie de Stéphane Le Foll ministre de l'agriculture et de Philippe Martin, le nouveau ministre de l'Ecologie.**

Cette visite nous avait semblé mériter la présence de notre consœur, familière de la vie de l'agriculture de son département. Et ce d'autant que les thèmes abordés offraient l'occasion de mesurer l'intérêt du chef de l'Etat pour des initiatives qui témoignent du dynamisme d'une profession à laquelle notre site d'informations régionales consacre, depuis sa création, nombre d'articles dont le sérieux est reconnu. Peine perdue.

Aqui.fr n'a pu être présent pour une raison qui disqualifie les décideurs de l'organisation d'un pareil déplacement. La presse web a purement et simplement été écartée des pools de presse retenus, comme c'est le cas chaque fois, en pareille circonstance. Il est vrai que la presse que nous représentons, indépendante de tout groupe, ne doit pas peser bien lourd aux yeux du service de presse de l'Élysée qui dans la très ancienne tradition du centralisme à la française choisit ses interlocuteurs provinciaux. Pour avoir bien connu cette culture-là, dans une période ancienne de notre vie professionnelle, nous pouvons témoigner qu'elle a la vie dure.

Bien entendu, et quoique empêché de suivre la partie du déplacement présidentiel qui l'intéressait le plus, Aqui.fr n'a pas manqué à son devoir d'information et, ce 3 août encore, avec l'aide des organisations agricoles et de parlementaires de la Dordogne qui savent les valeurs que nous défendons.

Il va de soi que cet épisode sera porté, par nos soins, à la connaissance de François Hollande lui-même et de ses conseillers dont nous serions surpris qu'ils l'approuvent. Le SPIIL, notre syndicat professionnel, sera également tenu informé des réponses ou non réponses qui nous seront apportées.

Il y va du respect d'une presse qui naît et se développe et de celles et ceux des journalistes qui, à nos côtés, continueront de défendre le pluralisme et la qualité de l'information.



Joël Aubert

*Credit Photo :  
Publié sur [aqui.fr](http://aqui.fr) le 03/08/2013  
[Url de cet article](#)*